

COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES



Rapport Public
2012



TABLE DES MATIERES

Liste des sigles et abréviations	05
Avant-propos.....	07
Introduction.....	09
Chapitre N° 1 : Mise en oeuvre de la loi	11
Chapitre N° 2 : Activités de promotion de loi	21
Chapitre N° 3 : Renforcement des capacités	29
Chapitre N° 4 : Activités internationales	33
Chapitre N° 5 : Le fonctionnement de la commission	37
Chapitre N° 6 : Programme 2013	41
Conclusion	43
Annexe N°1	45
Annexe N°2	49
Annexe N°3	55
Annexe N°4.....	59
CIL en image.....	69



LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AA-HJF :	Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones
AFAPDP :	Association Francophone des Autorités de Protection des Données Personnelles
ARCEP :	Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
CAERT :	Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme
CAMPC :	Centre Africain de Management et de Perfectionnement des Cadres
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENI :	Commission Electorale Indépendante
CMTI :	Conférence Mondiale des Télécommunications Internationales
CSC :	Conseil Supérieur de la Communication
ENAM :	Ecole Nationale de l'Administration et de la Magistrature
ENAREF :	Ecole Nationale des Régies Financières
ENEP :	Ecole Nationale des Enseignants du Primaire
GAR :	Gestion Axée sur les Résultats
IIDH :	Institut International des Droits de l' Homme
LCM :	Link Compétence Maroc
MATDS :	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité
MCA :	Millenium Challenge Account
OIF :	Organisation Internationale de la Francophonie
PNDAPC :	Politique Nationale des Droits Humains et de la Promotion Civique
PNJ :	Politique Nationale de la Justice
RCPB :	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
RTI :	Règlementation des Télécommunications Internationales
SIF :	Système d'Information Foncière
SIGASPE :	Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat
SITICO :	Salon de l'Internet et des Techniques de l'Information et de la Communication de Ouagadougou
TIC :	Techniques de l'Information et de la Communication
U.A :	Union Africaine
UIT :	Union Internationale des Télécommunications



INTRODUCTION



**LE RAPPORT EST SUBDIVISÉ EN
SIX CHAPITRES AINSI QU'IL SUI**

CHAPITRE 1 : MISE EN ŒUVRE DE LA LOI
CHAPITRE 2 : ACTIVITES DE PROMOTION DE LOI
CHAPITRE 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES
CHAPITRE 4 : ACTIVITES INTERNATIONALE
CHAPITRE 5 : LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION
CHAPITRE 6 : PROGRAMME 2013

Cinq années après le début effectif de son fonctionnement, il est indéniable que la CIL a réussi le pari de l'appropriation du droit à la protection des données personnelles et de la vie privée ainsi que la prise de conscience par la majeure partie des couches de la population burkinabè des dangers de l'utilisation des TIC.

C'est dans cette optique qu'en 2012, l'action de la CIL a consisté en plus du renforcement de la sensibilisation des citoyens, en une mission d'accompagnements de structures publiques et privées dans l'accomplissement des formalités de déclarations de leurs traitements tel que la loi les y astreint, mais aussi et surtout en une mission de conseil et d'assistance auprès de structures publiques dans la mise en œuvre de traitements aux implications multiples et complexes telles la biométrie.

Le présent rapport se propose de faire le tour d'horizon des missions réalisées par la Commission de l'Informatique et des Libertés dans le cadre de la sensibilisation pour la protection des données personnelles. Cette année, le nombre d'avis émis par la Commission à la demande d'administrations publiques et les nombreuses demandes de conseils enregistrées, nous conforte dans notre conviction que le souci de la protection des données personnelles est en train d'entrer dans la pratique générale.

Aussi les missions de contrôle et de vérification effectuées cette année n'ont pas révélé de graves entorses à la loi.

MISE EN ŒUVRE DE LA LOI



Dans le cadre de sa mission de contrôle de l'application de la loi 010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, la CIL dispose d'un pouvoir de contrôle qui peut s'exercer a priori, c'est-à-dire avant la mise en œuvre des traitements

ou a posteriori, c'est-à-dire après la mise en œuvre des traitements. Ainsi, au cours de l'année 2012, la CIL a procédé à des vérifications de traitements de données à caractère personnel au sein de deux entreprises et autorisé d'autres traitements.

1.1. Des vérifications sur place

1.1.1. Dans le secteur industriel : une mission de vérification de la CIL au siège de l'entreprise F.T.F

Le 28 mai 2012, une mission de la CIL s'est rendue au siège de l'entreprise F.T.F, à Ouagadougou pour effectuer une vérification sur un dispositif de vidéosurveillance, traitement de données à caractère personnel autorisé par les membres de la Commission par délibération n°00033 du 18 mars 2011.

Cette mission de vérification s'inscrivant dans le cadre du pouvoir de contrôle a posteriori

reconnu à la CIL, avait pour objectif spécifique de constater l'état de la mise en œuvre et le fonctionnement du dispositif de vidéosurveillance au regard des principes et obligations que posent la loi n°010-2004/AN et des recommandations de la Commission lors de sa délibération.

Au cours de la mission, l'équipe de la CIL a pu constater que le dispositif de vidéosurveillance n'était pas opérationnel. Selon les responsables de l'entreprise, le dispositif qui était en phase d'essai a subi un arrêt de fonctionnement suite à un endommagement des installations. L'entreprise a par ailleurs justifié l'absence de signalisation indiquant la présence des caméras aux usagers tel que recommandé par la CIL, par le non fonctionnement du dispositif.

A l'issue de la mission, l'équipe a produit un rapport dans lequel la CIL a reformulé à l'attention de l'entreprise, les recommandations suivantes :

- ✓ Notifier à la CIL la reprise effective et l'opérationnalité du dispositif de vidéosurveillance ;
- ✓ Respecter la finalité du traitement et l'intimité de la vie privée des salariés qui y travaillent, et définir également les modalités d'accès aux images enregistrées.
- ✓ Informer les usagers de l'entreprise de la présence des caméras de surveillance à l'aide d'affiches.

1.1.2. Dans le secteur de la téléphonie

Le développement des systèmes de traitement externalisés des données des grandes entreprises et le développement de l'informatique dans les nuages ou « Cloud computing », la CIL s'est rendue le 27 septembre 2012 au siège de AIRTEL BURKINA pour une mission de vérification.

La mission avait pour objectifs d'échanger sur :

- l'état et l'évolution des traitements automatisés de données personnelles de l'entreprise ;
- les mesures de sécurité et de confidentialité ;
- la nature des contrats qui lient les parties ;
- l'existence de clauses de responsabilité et de confidentialité en matière de traitement des données personnelles qui incombent aux parties contractantes ;
- la localisation des bases de données.

Cette mission de vérification a permis aux techniciens de la CIL de se rendre compte que l'opérateur effectue d'importants traitements de données à caractère personnel à travers ses nombreuses bases de données telles que celle des données d'identification des abonnés, de l'historique des communications et des archives documentaires.

Pour la sécurité et la confidentialité des données traitées, l'opérateur affirme signer des engagements avec ses partenaires internes comme externes pour garantir la confidentialité des données. Par ailleurs le Groupe BARTY-AIRTEL a signé des conventions-groupe avec des entreprises de maintenance informatique dans lesquelles des clauses de confidentialité et de sécurité sont incluses. L'entreprise a admis avoir élaboré des procédures de traitement des données visant à renforcer la politique de sécurité de son système informatique et de son réseau et de la confidentialité des données.

Quant à la localisation des bases de données, la mission a été rassurée par l'opérateur que les données des abonnés sont conservées et traitées au niveau national même si une externalisation des bases n'est pas à exclure à moyen terme pour des raisons économiques.

A l'issue de la mission, la CIL a, dans son rapport de mission de vérification, rappelé à l'opérateur de téléphonie ses obligations en matière de traitement de données à caractère personnel. Il s'agit notamment de :

- ✓ l'obligation d'accomplir les formalités de déclaration de ses fichiers pour se conformer à la loi 010-2004/AN ;
- ✓ l'obligation de soumettre à l'appréciation de la CIL tout projet d'externalisation des traitements de données à caractère personnel des abonnés vers l'étranger ;
- ✓ L'obligation de maintenir un état de veille pour assurer la sécurité et la confidentialité des données ;
- ✓ L'obligation de s'assurer que tout contrat portant sur une intervention de quelque nature que ce soit sur ses bases de données doit être assorti de clauses garantissant la confidentialité et situant la responsabilité des acteurs.

ENCADRÉ N°01 :

LES DROITS ET LES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE TRAITEMENT DE DONNÉES PERSONNELLES.

En matière de traitement de données à caractère personnel, la loi n°010-2004/an du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel confère aux personnes physiques des droits et aux responsables de traitement, des obligations sont mises à leur charge.

I. DES DROITS GARANTIS

On dénombre essentiellement quatre droits au terme de la loi 010-2004/AN.

1. Droit à l'information

Il s'agit du droit reconnu à toute personne d'avoir un regard sur ses propres données ; par conséquent, quiconque met en œuvre un fichier ou un traitement de données personnelles est obligé d'informer les personnes fichées de son identité, de l'objectif de la collecte d'informations et de son caractère obligatoire ou facultatif, des destinataires des informations des droits reconnus à la personne, des éventuels transferts de données vers un autre pays.

1. Droit d'opposition

Il s'agit du droit reconnu à toute personne de refuser pour des motifs légitimes (manque de confidentialité des données, risque élevé d'atteinte à la vie privée), à ce que des données la concernant soient collectées et enregistrées dans un fichier, sauf si celui-ci présente un caractère obligatoire.

2. Droit d'accès

C'est le droit reconnu à toute personne physique d'interroger tout responsable de traitement pour prendre connaissance de l'intégralité des données la concernant dans un fichier. Ce droit peut s'exercer de façon directe ou indirecte.

Le droit d'accès direct s'entend de toutes les situations où la personne concernée peut saisir directement les responsables du fichier et en obtenir une copie dont le coût ne peut dépasser celui de la reproduction.

Quant au droit d'accès indirect, il s'agit de tous les cas où la personne dont les données sont traitées recourt à la CIL pour vérifier à sa place et lui rendre compte, les renseignements qui peuvent la concerner dans certains fichiers spécifiques tels que ceux intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique.

3. Droit de rectification et de suppression

Ce droit est la conséquence directe du droit d'accès en ce sens qu'il permet à celui qui l'exerce d'exiger du responsable d'un traitement que soient selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou supprimées les données à caractère personnel la concernant, qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

II. DES OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le responsable du traitement de données a à sa charge quelques obligations essentielles.

1. Obligation d'accomplir les formalités préalables

Il s'agit de l'obligation faite à tout responsable selon la nature juridique de sa personnalité (personne de droit privée ou personne de droit public) d'introduire une demande d'avis ou une déclaration avant toute mise d'un traitement de données à caractère personnel.

2. Obligation d'informer

Tout responsable de traitement de données à caractère personnel doit informer la personne concernée de la finalité du traitement, des destinataires des données, du caractère obligatoire ou facultatif des réponses aux questions posées ainsi que des conséquences éventuelles d'un défaut de réponse.

3. Obligation de confidentialité

Le traitement des données à caractère personnel est confidentiel. Il doit être effectué exclusivement par des personnes qui agissent sous l'autorité du responsable de traitement et seulement sur ses instructions.

4. Obligation de sécurité

Le responsable du traitement est tenu de prendre toutes les mesures organisationnelles ou techniques utiles au regard de la nature des données et, notamment pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, détruites accidentellement ou que des personnes non autorisées y aient accès.

5. Obligation de définir une durée de conservation

Les données à caractère personnel doivent être conservées pendant une durée déterminée et non indéfinie et utilisées uniquement pour les fins en vue desquelles elles ont été recueillies.

En somme il s'agit à travers les droits et obligations de faire en sorte que le développement de l'informatique ne portent atteinte ni à l'identité humaine, ni à la dignité humaine, ni à la vie privée.

1.2. Des Plaintes

Des plaintes enregistrées à la CIL, se dégagent deux grandes catégories dont celles pour arnaques ou tentative d'arnaqes sur internet et celles pour utilisation de données personnelles.

1.2. 1. Des plaintes pour arnaque ou tentative d'arnaque sur internet

La Commission a reçu des plaintes et entendu des personnes victimes d'arnaqes ou de tentatives d'arnaqes sur internet. La plupart des victimes ont vu leurs comptes mails pris en main par des personnes malveillantes et leurs carnets d'adresses utilisés pour solliciter des sommes d'argent en leur nom. Dans d'autres cas il s'agit de menaces exercées sur l'internaute pour lui extorquer des fonds sous peine de divulguer des images compromettantes le concernant. Pour les cas de piratage des boîtes d'adresses électroniques, la Commission a aidé les plaignants à engager les procédures de recouvrement de leurs adresses auprès des fournisseurs de services internet et une plainte contre x est enregistrée à chaque fois pour vol de données personnelles, usurpation de comptes mail et pour tentative d'escroquerie.

1.2. 2. Des plaintes résultant de l'usage des données personnelles

La plainte de la famille SA

Le 1^{er} décembre 2011, une plainte introduite à la Commission de l'Informatique et des Libertés a connu son dénouement en 2012. En effet, La plainte déposée par la famille SA portait sur le droit à l'image. Il ressort des faits tels que relatés par les plaignants que l'image photographiée de la personne de Monsieur SWT aurait été prise lors d'un tournoi scolaire de Football et utilisée, par la suite, à but publicitaire sans son consentement, par une société de téléphonie. Après étude du dossier, la CIL est parvenue aux conclusions que la photographie présentée par les plaignants n'est pas celle de M. S.W.T.

Une plainte, en date du 14 février 2012, a été déposée à la CIL par Mme PH en dénonciation d'une atteinte à sa vie privée. Cette plainte tient au fait qu'un arrêt de la haute juridiction relatif à une affaire touchant à sa vie privée se trouvait être mis en ligne sur le site internet de la haute cour sans avoir fait l'objet d'anonymisation préalable.

Une rencontre a été organisée entre des conseillers de la cour de cassation et une délégation de la CIL à l'issue de laquelle la Cour de cassation a reconnu le bien-fondé de la plainte. Ils ont justifié cette situation portant atteinte aux droits des personnes par le fait de dysfonctionnement dans la conception du site et l'absence de mécanismes de validation des informations à diffuser. Cette affaire a ainsi trouvé une issue favorable à savoir que la CIL a obtenu le retrait pur et simple de l'arrêt concernant la plaignante mais également des autres arrêts mis en ligne et l'institution mise en cause s'est engagée à réorganiser la gestion de son site internet et à anonymiser des documents publiés sur le site web.

1.3. Des demandes d'avis

La CIL a enregistré quatre demandes d'avis au cours de l'année 2012 et a été sollicitée pour des conseils dans le cadre de projets et expériences devant aboutir à la mise en œuvre de traitements de données personnelles.

1.3. 1. Demande d'avis relative à la mise en ligne du SIGASPE

La Commission de l'informatique et des libertés a été saisie d'une demande d'avis d'un département ministériel relative à la mise en ligne du Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE). Cette mise en ligne vise à faciliter et alléger les démarches des agents de l'Etat et à permettre un suivi en temps réel de l'état d'avancement de leurs dossiers personnels.

D'une façon générale, la problématique se pose en termes de garantie de sécurité du système contre les intrusions et la confidentialité des données personnelles des utilisateurs de la plateforme web du SIGASPE à l'heure de la recrudescence de la cybercriminalité.

Après avoir entendu les services techniques en leur rapport, après échanges et observations, sur délibération en sa session extraordinaire du 10 janvier 2012, la Commission de l'Informatique et des Libertés ont émis un avis qui a été transmis au requérant.

1.3. 2. Demande d'avis relative au fichier biométrique des agents de la Fonction publique

Le 22 mars 2012 le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité sociale a introduit une demande d'avis relatif au recensement biométrique des agents de la fonction publique. La problématique des données biométriques se pose en ce sens que qu'il s'agit de données sensibles et intimement liées à la personne humaine et permettant de l'identifier de

façon unique et de manière incontestable. En l'espèce, le projet consistait en une capture et en une centralisation des empreintes digitales des agents publics dans une base de données.

La Commission a notamment apprécié ce projet de traitement par rapport aux principes directeurs de la loi en matière de traitement de données à caractère personnel et aux droits des personnes concernées.

Ainsi réunie en session le 06 avril 2012, la Commission a rendu un avis avec des recommandations à l'intention du Ministre de la Fonction publique, du travail et de la sécurité sociale.

1.3.3. De la demande d'avis de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) relativement au recensement biométrique des électeurs

le 25 avril 2012, la CENI a introduit une demande d'avis auprès de la CIL sur son projet de recensement biométrique des électeurs. Cette demande introduite après l'adoption du décret portant recensement biométrique des électeurs, la CIL a fait les observations nécessaires qui ont été transmises au requérant en date du 14 mai 2012.

1.3.4. De la demande d'avis du Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité (MATDS)

Le 20 novembre 2012, le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité a saisi la CIL pour un avis sur son projet visant à permettre aux services de sécurité d'accéder aux bases de données des opérateurs de téléphonie mobile. Il s'agit d'un traitement de données personnelles envisagé dans le cadre de la lutte contre l'insécurité, pour assurer la sécurité publique, la sûreté nationale et la défense du territoire.

Dans les débats en session, la Commission a apprécié le traitement envisagé à la lumière des principes de la loi n°010-2004/AN.

Lors de sa session extraordinaire du 31 décembre 2013, la Commission a rendu l'avis à l'attention du MATDS.

ENCADRÉ N°2 :

LES FORMALITES PREALABLES

A LA MISE EN OEUVRE DES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La loi n°10-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel à travers les articles 18 et 19 pose le principe des formalités à accomplir en matière de traitement de données à caractère personnel. Elles doivent nécessairement être accomplies avant la mise en œuvre de tout traitement. Cela se fait auprès de l'Autorité de protection des données, la Commission de l'Informatique et des Libertés. Cependant, la loi dispose que certains traitements sont exempts des formalités préalables (traitements pour des besoins domestiques ou privés, traitement opérés dans le domaine de la santé à des fins thérapeutiques,...).

Ainsi la loi de 2004 établit deux régimes de formalités préalables, celui de la demande d'avis (article 18) et celui de la déclaration (article 19).

1. De la demande d'avis

La demande d'avis est requise pour les traitements opérés pour le compte de l'Etat, d'un établissement public, d'une collectivité territoriale ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public aux termes de l'article 18 de la loi précitée. Il ressort donc que tout traitement effectué dans le cadre des missions de service public au compte du service public, qu'il soit l'œuvre de l'administration publique ou d'un privé est soumis à l'autorisation de l'autorité compétente. La Commission rend un avis motivé.

Si l'avis est favorable, le traitement est alors créé par un acte réglementaire avant sa mise œuvre (décret pris en Conseil des ministres). A contrario, si l'avis est défavorable, le requérant peut introduire un recours au Conseil d'Etat.

2. De la déclaration de traitement

La déclaration, formalité prévue par la loi 10-2004 en son article 19, doit d'être accomplie pour les types de traitements autres que ceux soumis à la formalité de la demande d'avis, donc a contrario tous les responsables de traitement du secteur privé. Elle consiste à renseigner sur une fiche de déclaration, téléchargeable sur le site internet de la Commission, et la déposer auprès des services de la Commission contre récépissé. La déclaration est une formalité plus simple à accomplir contrairement à la rigueur de la demande d'avis et devrait inciter les responsables à la respecter avec célérité.

Il faut noter que la Commission de l'Informatique et des Libertés dispose d'un pouvoir de contrôle a posteriori de la sincérité de la déclaration.

En somme, les formalités préalables visent essentiellement à permettre à l'autorité compétente de connaître l'identité du responsable de traitement et du type de traitement envisagé en vue de s'assurer du respect de la législation en matière de protection des données à caractère personnel à l'égard des citoyens.

1.4. Des demandes de conseils

La CIL a également une mission de conseil et elle a joué pleinement ce rôle qui est le sien en cette année 2012. Ainsi, on retient les demandes suivantes provenant de l'administration publique que du secteur privé.

1.4.1. Des amendements à un projet de décret soumis par l'ARCEP

Le 15 février 2011 l'Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes a transmis pour amendement, conformément à la loi n°045-2009/AN du 10 novembre portant réglementation des services et communications électroniques, un projet de décret portant définition des données d'identification à conserver et les modalités de leur conservation.

1.4.2. De la demande d'appui technique à la mise en œuvre d'une politique de sécurisation du système de traitement de données du RCPB

En juin 2012, le Réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB) a sollicité un appui technique à la CIL pour la mise en œuvre de la politique de sécurisation des données personnelles de ses clients. Cette requête a fait l'objet d'une réunion conjointe entre la CIL et le RCPB afin de définir une méthode de travail à appliquer en la matière. Le dossier est toujours en instance.

1.4.3. Demande de conseils relative à la création de sites web

Des particuliers ou des organismes privés, dans le souci d'améliorer leur visibilité ou pour améliorer leur service, ont approché la CIL pour avoir des conseils dans le cadre de la conception de sites internet ayant vocation à collecter des données personnelles. Ainsi donc il convenait de faire la distinction entre un site web purement informationnel et celui dans lequel l'on collecte et stocke des données personnelles. Dans le dernier cas, la déclaration s'impose et le promoteur est appelé à mettre en place des mesures de sécurité pour protéger les données.

1.5. Des déclarations des traitements

La Commission de l'Informatique et des Libertés, au cours de cette année, a eu une approche incitative auprès des structures qui font des traitements de données personnelles. Ainsi elle a convié nombre d'entre-elles à des séances d'explication et proposé même son assistance pour formaliser les déclarations. Des réactions ou intentions ont été enregistrées mais seules quelques-unes se sont concrétisées par l'accomplissement des formalités déclaratives. La CIL a toutefois enregistré et délivré deux récépissés de déclaration, l'une de la Société SWITCH MAKERS et l'autre de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso.

ACTIVITES DE PROMOTION DE LOI

Pour mieux se faire connaître, son objet, ses missions et ses attributions, la CIL organise régulièrement et ce depuis 2008, des séminaires de sensibilisation ou des ateliers de formation. Ainsi, au cours de l'année 2012, la CIL a tenu plusieurs ateliers de formation et un séminaire de sensibilisation et elle a participé à des séminaires auxquels elle a été sollicitée pour sensibiliser des groupes cibles sur les questions de protection de données à caractère personnel et sur la sécurité informatique.



2.1. Des séminaires et ateliers thématiques de sensibilisation

La Commission de l'Informatique des Libertés tient sa mission de sensibilisation de l'article même portant sa création. ; Au cours de l'année 2012, la CIL a organisé 07 ateliers de formation et participé à des ateliers auxquels elle a été invitée à présenter des communications sur la problématique de la protection des données à caractère personnel.

2.1.1. De l'atelier de formation des éditeurs de logiciel à Bobo-Dioulasso

La CIL a organisé une session de formation des éditeurs de logiciel sur l'intégration des contraintes juridiques liées à la protection des données à caractère personnel dans le processus d'analyse, de conception et de réalisation de système informatique. Cet atelier, qui a connu la participation d'une trentaine de techniciens, avait pour objectif de sensibiliser les responsables des systèmes informatiques et les éditeurs de logiciel sur la nécessité de prendre en compte dans la conception des projets informatiques et des logiciels la protection des données à caractère personnel.

2.1.2. De l'atelier de formation des webmasters et des gestionnaires de contenus des sites web à Ouahigouya

La CIL a tenu du 26 au 28 mars 2012 à Ouahigouya un atelier de formation des webmasters et des gestionnaires de contenus des sites web de l'administration publique et du secteur privé. Il s'agissait de leur donner les outils juridiques et les conseils techniques pour une meilleure prise en compte de la question de la protection des données personnelles.

Cet atelier visait deux objectifs principaux :

- apprendre aux Webmasters les dispositions à prendre pour intégrer les contraintes extérieures aux systèmes d'information (juridiques et réglementaires), dans le processus de développement de sites web, et notamment la question de la protection des données personnelles et de la vie privée.
- s'assurer avant la publication que le site web respecte la vie privée et les droits des personnes et préserve la sécurité des données.

2.1.3. De l'atelier de validation du rapport d'étude sur l'impact des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile sur la vie privée des jeunes à Kaya

La CIL a organisé un atelier de validation du rapport d'étude sur l'impact des réseaux sociaux et de la téléphonie mobile sur la vie privée des jeunes initié au cours du dernier trimestre de 2011. Cette étude, organisée en collaboration avec le Conseil national de la jeunesse, a conduit la CIL à rencontrer les jeunes de Ouahigouya, de Tenkodogo, de Bobo-dioulasso et de Ouagadougou. Les grands enseignements que la CIL retient de cette étude sont les suivants :

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à posséder un téléphone portable ;

- Ils ne sont pas conscients ou sont peu préoccupés des risques liés à la question des données personnelles et de la vie privée et ne prennent pas par conséquent des mesures pour les réduire ;
- Ils n'ont pas le réflexe de signaler aux autorités en charge de la protection et de la sécurité des données certaines mésaventures ou expériences malheureuses ;
- Ils s'adonnent aux réseaux sociaux et y stockent d'énormes informations personnelles avec insouciance.

Les sensibilisations devraient se poursuivre auprès des acteurs que sont les parents, les gérants cyber cafés, les utilisateurs de portables et des réseaux sociaux.

2.1.4. De l'atelier de formation des juristes et informaticiens des banques et établissements financiers du Burkina Faso à Koudougou

Les 28 et 29 mai 2012, la CIL a initié au profit des cadres, juristes et informaticiens des banques et établissements financiers du Burkina et de leur organisation faîtière, l'APBEF-B, un atelier de formation sur le processus de déclaration des traitements contenant des données à caractère personnel. A la suite du séminaire national organisé à leur intention à Ouahigouya en 2009, la CIL a jugé utile de revenir de façon spécifique sur la question de la déclaration conformément à l'article 19 de la loi 010-2004/AN et auquel ces banques et établissements financiers sont assujettis. En sus de cet objectif principal, il s'agissait aussi de les sensibiliser encore une fois sur

les dispositions de la loi portant protection des données à caractère personnel. L'atelier a connu la participation d'une quarantaine de personnes.

2.1.5. De l'atelier de formation des juristes et informaticiens des administrations publiques à Ziniaré

La CIL a organisé les 18 et 19 juin 2012 à Ziniaré sur le « Processus de déclaration des traitements de fichiers contenant des données à caractère personnel » au profit des juristes et informaticiens de l'administration publique, des entreprises publiques, des écoles professionnelles telles que l'ENAREF et l'ENAM, de l'Office de santé des travailleurs, du centre hospitalier universitaire Yalgado OUEDRAOGO, des Archives nationales etc. une formation Comme le thème le mentionne, il s'est agi de fournir les outils pour une meilleure compréhension du formulaire de déclaration des fichiers élaboré par la CIL. Cette session de formation a réuni à peu près une quarantaine de participants dans la salle de conférence du Gouvernorat du Plateau central.

2.1.6. De l'atelier de formation et de sensibilisation des encadreurs pédagogiques à Bobo-Dioulasso

Toujours dans le cadre de la sensibilisation ciblée sur les dispositions de la loi n°010-2004/AN portant protection des données à caractère personnel, les encadreurs pédagogiques de l'enseignement supérieur ont bénéficié d'un atelier de formation sur les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée dans les écoles. Considérant que l'école est un centre important de traitement d'informations sur les enfants, informations ayant un caractère souvent privé, il était opportun pour la CIL de sensibiliser les acteurs du système scolaire sur la question. L'atelier qui s'est tenu à Bobo-dioulasso du 16 au 18 juillet 2012 au sein de l'Ecole nationale des enseignants du primaire (ENEP) a enregistré la participation d'encadreurs venus des différentes directions provinciales.

2.1.7. Du séminaire de sensibilisation des gérants des hôtels et auberges à Bobo-Dioulasso

La CIL a également organisé un séminaire de sensibilisation des gérants d'hôtels et auberges sur la problématique de la protection des données personnelles au sein de ces établissements. Les hôtels et auberges tiennent des fiches d'informations sur leurs clients, rendues obligatoires par leur cahier de charge; cependant ils ont obligation d'assurer la sécurité de ces données afin de préserver la vie privée de leurs clients. Il était donc utile qu'ils soient sensibilisés sur les enjeux de la protection des données nominatives et aussi sur les obligations qui pèsent sur eux au regard des dispositions de la loi 010-2004/AN notamment l'obligation d'accomplir les formalités préalables. Ce séminaire qui s'est tenu du 24 au 25 septembre 2012 dans la salle de conférences de l'hôtel SOMKIETA, ex RAN HOTEL a réuni une trentaine de participants.

2.1.8. De la participation de la CIL aux différentes rencontres régionales de l'ordre des médecins

Profitant des rencontres des différents conseils régionaux de l'ordre des médecins, la CIL a animé des ateliers au bénéfice des médecins participants sur la protection des données personnelles dans le domaine de la santé à l'ère des technologies nouvelles de la communication et de l'information. Ainsi, il y a eu :

- L'étude d'évaluation de l'impact de la loi portant protection des données personnelles sur

les pratiques des médecins au Burkina à l'ère du numérique, à fada n'gourma du 22 au 24 mai 2012 ;

- L'atelier de formation et de collecte d'informations avec le conseil régional de l'Ordre des médecins du Nord (Ouahigouya) du 26 au 29 juillet 2012 ;
- Atelier avec les médecins à Koudougou

2.2. Des conférences publiques

2.2.1. De la Conférence publique de Nyangologo sur les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens

Le 14 avril 2012, la CIL a animé une conférence publique à Nyangologo sur « Les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens ».

Cette conférence a été sollicitée par le Groupe d'animation pédagogique n°1 de Nyangologo au profit de ses membres composé en majorité des enseignants du primaire de la localité.

2.2.2. De la conférence publique de BATIE

La CIL a tenu le 28 juin 2012 à Batié, une conférence publique de sensibilisation de la population sur « les enjeux de la protection des données personnelles et de la vie privée des citoyens ». Il s'agissait à travers cette conférence d'informer les jeunes, les parents, les acteurs politiques, les éducateurs, les responsables de l'administration publique sur les risques et dangers auxquels ils sont exposés lorsqu'ils utilisent les services de téléphonie mobile et internet mais aussi de leur donner des conseils pratiques pour une utilisation sécurisée des TIC. Ainsi à travers deux communications, l'une sur le cadre juridique et institutionnel de la protection des données personnelles au Burkina Faso, et l'autre sur la protection des données personnelles et de la vie privée sur les plateformes d'internet et de téléphonie, près d'une centaine de personnes ressources ont été sensibilisées et pourront être des relais auprès de la population.

2.2.3. De la Conférence publique à l'Université de Ouagadougou sur la protection des données à caractère personnel

La CIL a animé une conférence publique, le 07 juillet 2012 à l'Université de Ouagadougou sur le thème la protection des données à caractère personnel. Cette conférence publique a été tenue à l'initiative des étudiants du Club RTB de l'Université de Ouagadougou. A travers deux communications, les participants, au nombre d'une soixantaine, ont bénéficié d'informations sur la protection de la vie privée sur les réseaux sociaux et les fondements juridiques de la protection des données à caractère personnel.

2.2.4. De la Conférence publique de Réo sur les enjeux globaux de la protection des données à caractère personnel et de la vie privée : le cadre normatif et institutionnel du Burkina Faso

Le 23 août 2012, la CIL a animé une conférence publique à Réo sur « Les enjeux globaux de la protection des données à caractère personnel et de la vie privée : le cadre normatif et institutionnel du Burkina Faso ». Cette conférence publique était organisée au profit des jeunes l'alliance chrétienne réunis à Réo pour un camp biblique. Elle a connu la participation d'une soixantaine de jeunes campeurs.

2.2.5. De la participation de la CIL à la Semaine nationale de l'Internet et des autres TIC

La CIL a pris part activement à la 8^{ème} édition de la Semaine Nationale de l'Internet et de autres TIC à un double niveau. D'abord, la Présidente de la CIL a été désignée comme présidente du Jury de cette 8^{ème} édition de la SNI, chargé de primer les meilleurs concepteurs de génie logiciel, les meilleurs webmasters et les meilleurs stands du SITICO. Ensuite, la CIL a animé un stand au Salon de l'internet et des TIC de Ouagadougou(SITICO) du 12 au 14 juin 2012 organisé dans le cadre de cette semaine. Ce fut une occasion pour la CIL d'exposer des documents, de distribuer des brochures sur la loi 010-2004/AN aux visiteurs des stands et de répondre aux questions. Le SITICO est une vitrine pour la CIL depuis 3 ans.

2.3. De la participation de la CIL à des ateliers et séminaires nationaux

2.3.1. Des Ateliers

- **Participation aux travaux du comité de pilotage de la Politique Nationale de Justice**

La Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) a participé le 23 novembre 2012 à Ouagadougou à la sixième session ordinaire du comité de pilotage de la Politique Nationale de Justice (PNJ) 2010-2019, en sa qualité de membre. Le comité de pilotage de la Politique Nationale de Justice est l'instance suprême du dispositif de la Politique Nationale de Justice (PNJ) 2010-2019 du Burkina Faso. Elle tient deux sessions ordinaires par an et a, entre autres attributions :

- de donner des orientations nécessaires pour la mise en œuvre des actions dans le domaine de la justice ;
- de valider les politiques, les indicateurs et les cibles proposés dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Justice et leurs actualisations périodiques ;
- d'approuver les différents plans triennaux et annuels de mise en œuvre de la Politique Nationale de la Justice et les budgets y afférents ;

- **la participation à la mission d'évaluation du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme**

La Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) a participé du 05 au 09 novembre 2012 à la mission d'évaluation du Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT). La mission d'évaluation du CAERT au Burkina Faso à consister à réunir les acteurs suscités qui interviennent dans la prévention et la lutte contre le terrorisme pour leur permettre d'une part d'exposer chacun en ce qui le concerne, les mesures et stratégies mise en œuvre pour la prévention et la lutte contre le terrorisme. Ces différents exposés devaient permettre à la mission du CAERT d'analyser et d'évaluer comment le Burkina Faso met en œuvre ses engagements aux termes du plan d'Action de l'Union Africaine en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et des obligations internationales de l'Etat Burkinabè en la matière.

A cette occasion la CIL a participé aux travaux et a fait une contribution qui se résume aux mesures prises et les actions entreprises pour lutter contre la cybercriminalité.

2.3.2. De la participation de la CIL à un atelier du MATDS sur la définition d'un identifiant unique

La CIL a participé aux travaux de l'atelier de validation du projet de définition d'un identifiant unique du citoyen Burkinabè dans les registres de l'état civil organisé par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation du Burkina Faso du 26 au 28 septembre 2012 à Léo dans la Sissili. Lors de cet atelier, la CIL a invité les initiateurs du projet à approfondir la réflexion sur toutes les garanties sécuritaires adéquates à mettre en place afin d'éviter toute utilisation malveillante éventuelle des données qui seront centralisées.

2.3.3. De la participation de la CIL à un panel du CSC

Le 03 mai 2012, la Présidente de la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) a présenté une communication sur le thème: « L'image de la personne et la protection des données personnelles » à l'occasion du panel organisé par le Conseil Supérieur de la Communication sur le thème : « La problématique de la protection de l'image de la personne dans les médias ».

2.3.4. De la participation de la CIL à l'atelier Terre des Hommes pour l'élaboration d'une feuille de route pour le registre électronique de consultation

A l'invitation de la Fondation Terre des Hommes, la CIL a participé à l'atelier d'élaboration d'une feuille de route pour la mise en place du Registre électronique de consultation des enfants à travers le territoire national. Ce projet impliquant des traitements automatisés en réseau de données à caractère personnel, la participation de la CIL aux travaux visait à éclairer les concepteurs du projet sur les dispositions légales en matière de protection des données personnelles en termes de respect des procédures et de mesures de sécurité à mettre en œuvre.

2.3.5. De la participation de la CIL aux rencontres africaines du sport et de la citoyenneté

Le forum des médias d'Afrique a organisé les 09 et 10 novembre 2012, au sein de l'Université libre du Burkina les Rencontres africaines du sport et de la citoyenneté sous le thème « Sport et gouvernance citoyenne en Afrique. La CIL a pris part aux rencontres en tant de partenaire de l'évènement. A l'occasion, elle a prononcé une communication sur les missions de la CIL, et projeté trois films de sensibilisation suivis d'échanges sur les risques et dangers des nouvelles technologies.

2.4. Informer, conseiller

A la CIL, les services techniques reçoivent régulièrement des usagers désireux de s'imprégner des questions de protection des données personnelles ou pour connaître les précautions à prendre pour éviter les pièges de l'Internet, ou certains étudiants dans le cadre de la production de mémoires de fin d'études. Ainsi, grand public, élèves, étudiants, responsables de traitements, promoteurs de sites web viennent donc s'informer auprès de la CIL.

2.5. De la communication

Dans le but de donner plus de la visibilité à ses actions de la CIL a initié, réalisé et organisé les activités suivantes :

2.5.1. Du site web

En 2012, la CIL a augmenté la production de l'information sur son site web. Elle a amélioré son site web pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs et du grand public et également favoriser une plus grande diffusion proactive. Elle rend compte de ses activités à travers des publications et répond aux questions des internautes sur les questions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Au-delà des questions relatives à la protection des données personnelles, aux formalités de déclaration, de nombreux messages d'encouragement et remerciement sont postés à l'endroit de la CIL.

Enfin, à l'occasion de l'organisation des journées portes-ouvertes, la CIL a développé des jeux en ligne pour intéresser le public et en particulier les jeunes aux questions de la protection des données.

2.5.2. Des Journées Portes Ouvertes (JPO)

Après quatre (4) ans de fonctionnement, la Commission de l'Informatique et des Libertés a organisé du jeudi 03 au samedi 05 mai 2012 des journées portes ouvertes. Il s'agissait à travers ces journées de mieux faire connaître la CIL, son fonctionnement et son objet par diverses activités. Ainsi, le programme s'est déroulé comme suit :

- un cross populaire qui a regroupé les représentants des départements ministériels, des institutions, des élèves de l'école nationale de la police, des élèves de l'école nationale de la douane, de l'Ecole nationale des régies financières, de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature etc.
- une exposition de photos retraçant les 4 ans de fonctionnement de la CIL, les différents séminaires nationaux et conférences publiques, les visites aux autorités, la remise du rapport
- Projection de films de sensibilisation suivie d'échanges avec les participants en majorité des élèves d'établissements d'enseignements secondaire et supérieur du public comme du privé ;
- des jeux radiophoniques et sur le site web portant sur la protection des données personnelles et ayant permis aux participants de gagner de nombreux lots ;
- une conférence publique sur le thème « Le cadre normatif et institutionnel de la protection des données personnelles au Burkina Faso ».

Ces trois jours d'activités de communication ont permis à la CIL de se faire mieux connaître des citoyens et des autres organismes public et privé, des ordres professionnels etc.

2.5.3. De la tenue d'un point de presse

Un point de presse a été organisé au sein de la CIL le jeudi 26 juillet 2012 pour restituer les résultats des enquêtes menées auprès des Jeunes dans quatre régions (citer les régions) sur l'utilisation de la téléphonie mobile et de l'Internet.

Au total une vingtaine d'organes de presse a participé à ce point de presse.

2.5.4. De la réalisation de téléfilms de sensibilisation

Les actions de communication et de relation publique ont abouti à la réalisation de quatre (04) téléfilms de sensibilisation sur : les revers des TIC ; les écoutes téléphoniques en milieu politique

; les notes frauduleuses ; les portables, troqués ou donnés gratuitement. Leur diffusion sur les antennes de la TNB est programmée pour 2013.

2.5.5. Des conventions de partenariat avec des organes de presse

Pour assurer la couverture médiatique des activités, des conventions ont été signées depuis 2010 et renouvelées en 2012, avec certains organes de la place, à savoir : la radio et la télévision nationale du Burkina (TNB), le Quotidien Sidwaya, l'Observateur Paalga et les Editions le Pays ;

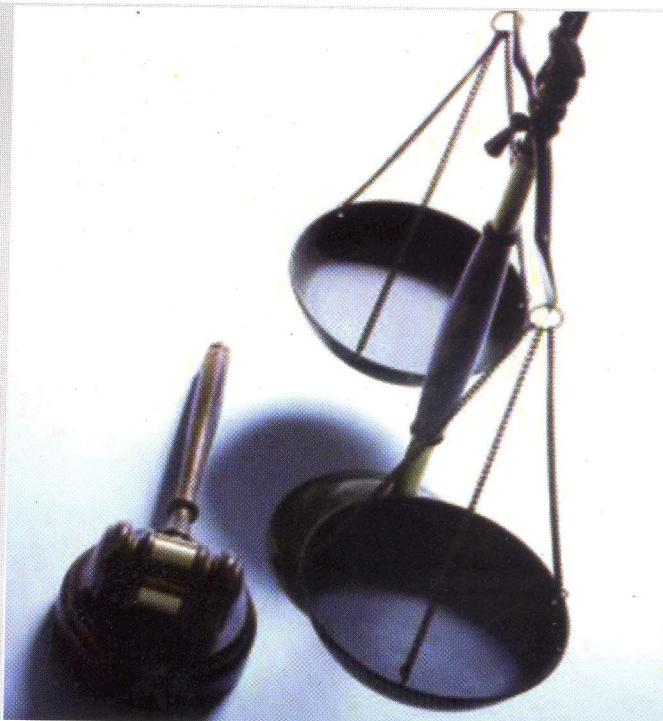
A cet effet les activités qui ont été couvertes concernent entre autres :

- l'atelier a Ziniaré les 18 et 19 Juin 2012 au Gouvernorat.
- la conférence publique de Batié le 30 juin 2012.
- les Prix Gallian le 30 avril 2012.
- Les séminaire de Bobo Dioulasso les 17, 18, 19 juillet 2012 avec les acteurs de l'Enseignement secondaire.
- le séminaire de sensibilisation avec les hôteliers et gérants des auberges.

En outre, des communiqués de sensibilisation ont été publiés et des réalisations d'émission et interview faites.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

Dans la quête d'un rendement meilleur et constant des agents, La CIL a élaboré un programme de renforcement des capacités de l'ensemble du personnel. Ainsi et de manière rotative, commissaires, cadres, personnel exécutant ont reçu des formations adaptés à leur besoins.



3.1. De la participation aux sessions de formation tenues au niveau national

3.1.1. De la session de formation sur la gestion axée sur les résultats

Une formation en Gestion Axée sur les Résultats (GAR), tenue à Ouagadougou du 13 au 15 février 2012 au profit des cadres et agents ; cette formation a permis aux cadres de maîtriser les concepts et les techniques de la gestion axée sur les résultats dans un contexte globale de recherche de la performance.

3.1.2. De la participation d'un cadre à la 2ème session de management stratégique des cadres nouvellement nommés en Conseil des Ministres

Du 17 au 21 avril 2012, le Directeur des affaires juridiques et du contentieux, nommé en conseil des ministres au mois de février de l'année 2012, a pris part au séminaire initié par le Ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité Sociale au profit des cadres nouvellement nommés en Conseil des Ministres. La formation, assurée par le Centre africain de management et de perfectionnement des cadres (CAMPC), avait pour but de doter les bénéficiaires des outils nécessaires à la réussite de leurs missions et à l'atteinte des objectifs de l'administration.

3.1.3. De la session de formation sur la gestion du site internet de la CIL

Après la remise à nouveau de son site internet, le secrétariat général de la CIL a initié une session de formation sur l'animation et la gestion du site Web de la CIL. La formation qui s'est tenue le 06 juin 2012 a concerné les informaticiens, les juristes et la direction de la communication et des relations publiques. Cette formation avait pour objectifs de montrer le nouveau site aux agents chargés de son animation, de définir les différents profils et effectuer une répartition des tâches pour une gestion efficace et efficiente du contenu.

3.1.4. De la session de formation en sécurité informatique à Bobo Dioulasso

Du 27 au 31 août 2012, s'est tenue à Bobo-Dioulasso, une formation en sécurité informatique, qui a regroupé le Secrétaire Général, les directeurs, les juristes et les informaticiens de la Commission de l'informatique et des libertés a été assurée par la société INTRAPOLE. Elle a permis d'analyser la problématique du piratage, de mesurer la place de la faille humaine dans une entreprise ainsi que les failles liées à l'entreprise elle-même en matière de sécurité informatique ainsi que les techniques de sécurisation des postes de travail.

3.1.5. De la formation des secrétaires de la CIL

Dans le cadre du renforcement des compétences des secrétaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés, une formation a été organisée au profit des agents à Ouagadougou du 30/07/12 au 03/08/12 et à Bobo du 26 au 29 novembre 2012 sur le thème « La secrétaire performante ».

La session de formation, assurée par le centre de perfectionnement Building Business, avait pour objectif d'offrir aux participants des connaissances précises sur les missions clés du métier de secrétaire-assistante.

3.1.6. De la formation d'un agent du service courrier

Du 26 au 28 septembre 2012 à Bobo-Dioulasso, Madame OUEDRAOGO Madinadu service courrier central a bénéficié d'une formation sur le thème « Gestion efficace du courrier ». Cette formation assurée par le cabinet Eminence Afrique avait pour objectif de permettre au chef de service d'acquérir de nouvelles méthodes dans la gestion du courrier.

3.2. De la participation des Commissaires et des cadres à des sessions de formation à l'étranger

3.2.1. De la participation des commissaires et des cadres à des formations à Casablanca au Maroc

Sur ce point, trois équipes de la CIL ont pu se rendre au Maroc pour des sessions de formation. Ainsi :

- du 9 au 27 avril 2012, la Présidente, le Secrétaire général et le Directeur de l'expertise technique et du contrôle ont participé à une session de formation en audit des applications et de la sécurité des systèmes informatiques niveau expert II au Centre de Renforcement des Capacités en Afrique.
- du 13 au 27 mai 2012, le Directeur des affaires administratives et financières, M. PARE Bienvenu, l'Agent comptable, M. TIEMTORE Isidore, et le Contrôleur financier, M. POODA Sami, ont participé à une formation sur le thème « la gestion

de la logistique et la tenue de la comptabilité matière ». Il s'agissait de fournir aux participants les connaissances nécessaires pour une meilleure gestion de la logistique et pour la mise en place d'une comptabilité matière pour l'institution. Cette formation s'est déroulée dans le centre de renforcement des capacités en Afrique dénommé Link Compétence Maroc (LCM).

- du 13 au 27 mai 2012, la Directrice de la communication et des relations publiques a bénéficié d'une session de formation sur le thème « Comment promouvoir une organisation par la communication et les relations publiques ». Cette formation assurée par Link compétence Maroc visait à outiller la responsable de la communication pour un renforcement de la politique de communication de la CIL.
- du 02 au 16 septembre 2012, M. Souleymane COULIBALY, membre de la Commission et M. NADIE Charles, juriste, ont participé à une formation sur le thème « Audit juridique des systèmes de protection des données personnelles ».

3.2.2. De la participation d'un cadre à la session annuelle d'enseignement de l'IIDH

Le directeur des affaires juridiques et du contentieux, M. OUEDRAOGO Ahmedet Monsieur OUIMINGA Moumouni K, juriste, ont participé du 06 au 30 juillet 2012, à Strasbourg en France, à la 43^{ème} session annuelle d'enseignement en Droit comparé des droits de l'homme de l'Institut International des Droits de l'Homme dont le thème a porté sur le droit de la protection des données personnelles.

3.2.3. De la participation du gestionnaire des ressources humaines à une session de formation à Dakar

Le chef de service des ressources humaines, Mlle SAWADOGO Sandrine, a assisté à Dakar au Sénégal, du 03 au 07 septembre 2012, à une session de formation sur le thème « Démarche, enjeux et outils de la mobilité interne ». Cette session avait comme objectif de permettre à la participante de renforcer ses capacités sur la démarche, les enjeux et les outils, fonctions nécessaires dans le cadre de la gestion des Ressources Humaines.

3.3. De la contribution de la CIL à l'encadrement et à la formation initiale des étudiants

3.3.1. La formation initiale de stagiaires

La CIL accueille régulièrement des stagiaires et assure leur encadrement. En cette année 2012 ils étaient au nombre Dix-huit (18). Tous ont suivi un stage d'une durée de deux ou trois mois selon la répartition suivante :

- Cinq (5) stagiaires en droit, à la Direction des affaires juridiques et du contentieux ;
- Six (06) stagiaires en informatique à la Direction de l'expertise technique et du contrôle (06) ;
- Deux (2) en communication à la Direction de la communication et des relations publiques (02) ;
- (5) en administration et finances à la Direction des affaires administratives et

financières (05).

De plus avec l'avènement du Programme national des volontaires, la CIL a reçu deux volontaires affectés aux postes de chauffeurs.

3.3.2. Le suivi des étudiants

La Commission de l'Informatique et des Libertés contribue à l'encadrement d'étudiants en fin de cycle de formation dans les écoles professionnelles sur des thèmes relatifs à la protection des données personnelles. Ainsi en juin 2012, elle a participé à différents jurys de soutenance de mémoire de fin de cycle à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature sur des thèmes intéressant la protection des données personnelles ou l'Internet.

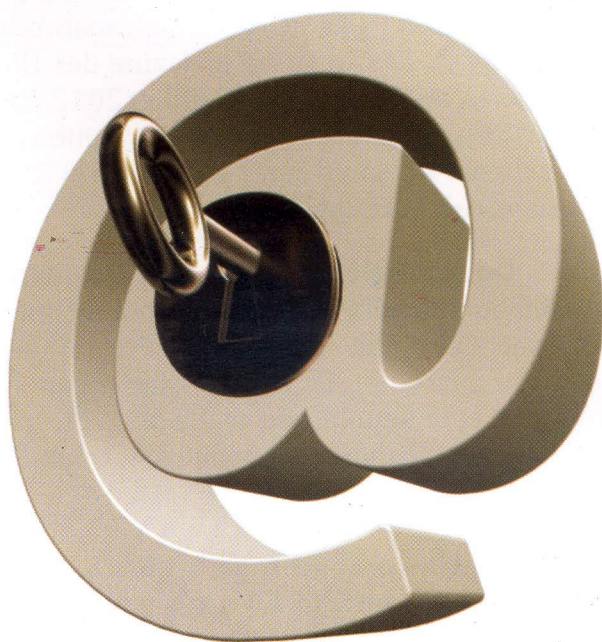
3.3.3. La formation des lauréats des jeux organisés à l'occasion des journées portes ouvertes

La CIL a organisé une session de formation en informatique et bureautique au profit des lauréats des jeux en ligne et radiophoniques, organisés dans le cadre des activités des journées portes-ouvertes. Ainsi, **une cinquantaine de lauréats, en majorité des étudiants et des jeunes, se sont familiarisés avec les outils comme word, excel et internet.**

ACTIVITES INTERNATIONALES

Pour appuyer la mise en œuvre efficiente de ses activités, la Commission a participé à diverses rencontres internationales afin :

- de contribuer à l'élaboration de lois et politiques sur la protection des données personnelles et de la vie privée au niveau international;
- de s'approprier les meilleures pratiques et les derniers développements en matière de protection des données personnelles et de la vie privée;
- d'expliquer la conception Burkinabè de la protection des données personnelles et de la vie privée;
- de prendre en compte les expériences réussies par d'autres pays et capitaliser les mécanismes éprouvés déjà mis en œuvre par ces pays en matière de protection des données à caractère personnel;
- de créer des relations de travail et d'échanges avec d'autres Institutions nationales et internationales.



4.1. De la participation de la CIL à l'atelier sur l'harmonisation de la législation électronique en Afrique de l'Ouest à Abidjan

Du 20 au 22 février 2012, la Présidente de la CIL a participé, à Abidjan en Côte d'Ivoire, à un atelier sur l'harmonisation de la législation électronique en Afrique de l'Ouest, à l'invitation de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique en collaboration avec la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Economique et monétaire ouest africaine. Cet atelier régional avait pour objectif d'examiner un avant-projet de convention de l'Union Africaine sur la mise en place d'un cadre juridique de confiance pour la cyber sécurité en Afrique.

4.2. De la participation de la CIL aux Journées des réseaux institutionnels de la Francophonie à Paris

La Présidente de la CIL s'est rendue à Paris du 12 au 16 mars 2012, à l'invitation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), pour participer aux journées des réseaux institutionnels de la Francophonie. Ces journées organisées par l'OIF avaient pour objectif de capitaliser les réalisations multiples et les résultats enregistrés par les réseaux institutionnels évoluant dans l'espace francophone. Les réseaux institutionnels sont toutes ces associations d'institutions publiques de pays ayant le français en partage.

4.3. De la participation de la CIL aux 12^{èmes} Assises statutaires de l'Association africaine des Hautes juridictions francophones (AA-HJF)

Monsieur KONTOGOME W. Daniel, membre de la Commission, a participé aux 12^{ème} assises statutaires de l'Association africaine des Hautes juridictions francophones (AA-HJF) tenues à Cotonou au BENIN du 9 au 12 juillet 2012. L'AA-HJF a au cours de ses Assises organisé la réunion de son Conseil d'administration, la réunion de l'Assemblée générale et un Colloque international sur le thème « Les systèmes juridiques et judiciaires de l'espace AA-HJF face aux impératifs de la lutte contre la corruption ».

4.4. De la participation de la CIL aux travaux de l'UA au Caire.

Du 3 au 4 octobre 2012, la Présidente de la Commission de l'Informatique et des Libertés a pris part au Caire, en Egypte, au Forum africain sur la gouvernance d'internet. Organisé conjointement par la Commission Economique pour l'Afrique, la Commission de l'Union Africaine et la République arabe d'Egypte, pays hôte, ce forum a été une tribune de partage des meilleures pratiques et surtout d'harmonisation des positions en matière de gouvernance de l'internet en Afrique.

4.5. De la participation de la CIL à l'ITU TELECOM WORLD 2012 à DUBAI

Du 14 au 18 octobre 2012, la Présidente de la Commission de l'Informatique et des Libertés et le directeur de l'expertise technique et du contrôle ont participé à l'exposition ITU TELECOM WORLD 2012 organisée par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) à Dubaï, Principale tribune mondiale d'échange de connaissances, de débats et de contacts en réseau dans le secteur des TIC, cette rencontre de très haut niveau a connu la participation de Chefs d'Etat dont le Président Blaise COMPAORE du Burkina Faso, de Chefs de Gouvernements, de Ministres en charge des Télécommunications et des TIC, des dirigeants d'organes de régulation de communications électroniques et de l'information, d'opérateurs des télécommunications, d'universitaires et des experts et professionnels du secteur.

4.6. De la participation de la CIL à la Conférence mondiale des télécommunications internationales (CMTI 12) à Dubaï

La Présidente de la CIL, Madame OUATTARA/DAH Alimata et le Directeur des affaires administratives et financières, secrétaire général par intérim, M. PARE Bienvenu ont pris part aux travaux de la conférence mondiale des télécommunications internationales (CMTI 12) dans le groupe Burkina Faso et africain, tenue à Dubaï aux Emirats Arabes Unis du 08 au 16 décembre 2012. Cette conférence mondiale organisée par l'UIT avait pour objectif la relecture de la Réglementation des Télécommunication Internationales (RTI) en application depuis 1988. Cette nouvelle réglementation a été adoptée à l'issue de multiples échanges et devra entrer en vigueur en janvier 2015.

4.7. De la participation de la CIL aux réunions du bureau de l'AFAPDP

Dans le cadre de l'Association francophone des associations des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP), il se tient des réunions par téléconférence. En 2012, quatre réunions ont été organisées, à raison d'une réunion par trimestre. En sa qualité de vice-présidente de l'AFAPDP, la Présidente de la CIL a participé à deux réunions du bureau de l'AFAPDP. (voir en annexe le tableau récapitulatif des dates et ordre du jour des différentes téléconférences)

4.8. Partenariats

Du partenariat avec l'AFAPDP

Le partenariat avec l'AFAPDP a permis cette année d'obtenir un soutien pour la participation du Directeur des affaires juridiques et du contentieux à la 43^{ème} session annuelle d'enseignement de l'IIDH, à Strasbourg en France.

LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Le fonctionnement de la Commission est assuré par les membres de la Commission à travers les sessions et au quotidien par la Présidente entourée du Secrétaire général et de l'ensemble des directions.

5.1. Les sessions

Dans le cadre de l'accomplissement des missions de la Commission, le Collège des Commissaires a poursuivi activement sa participation aux différentes activités organisées au cours de l'année 2012.

La Commission a régulièrement tenu ses sessions et elle a tenu ainsi six (06) sessions et délibéré sur les points inscrits à l'ordre du jour selon le tableau ci-après :

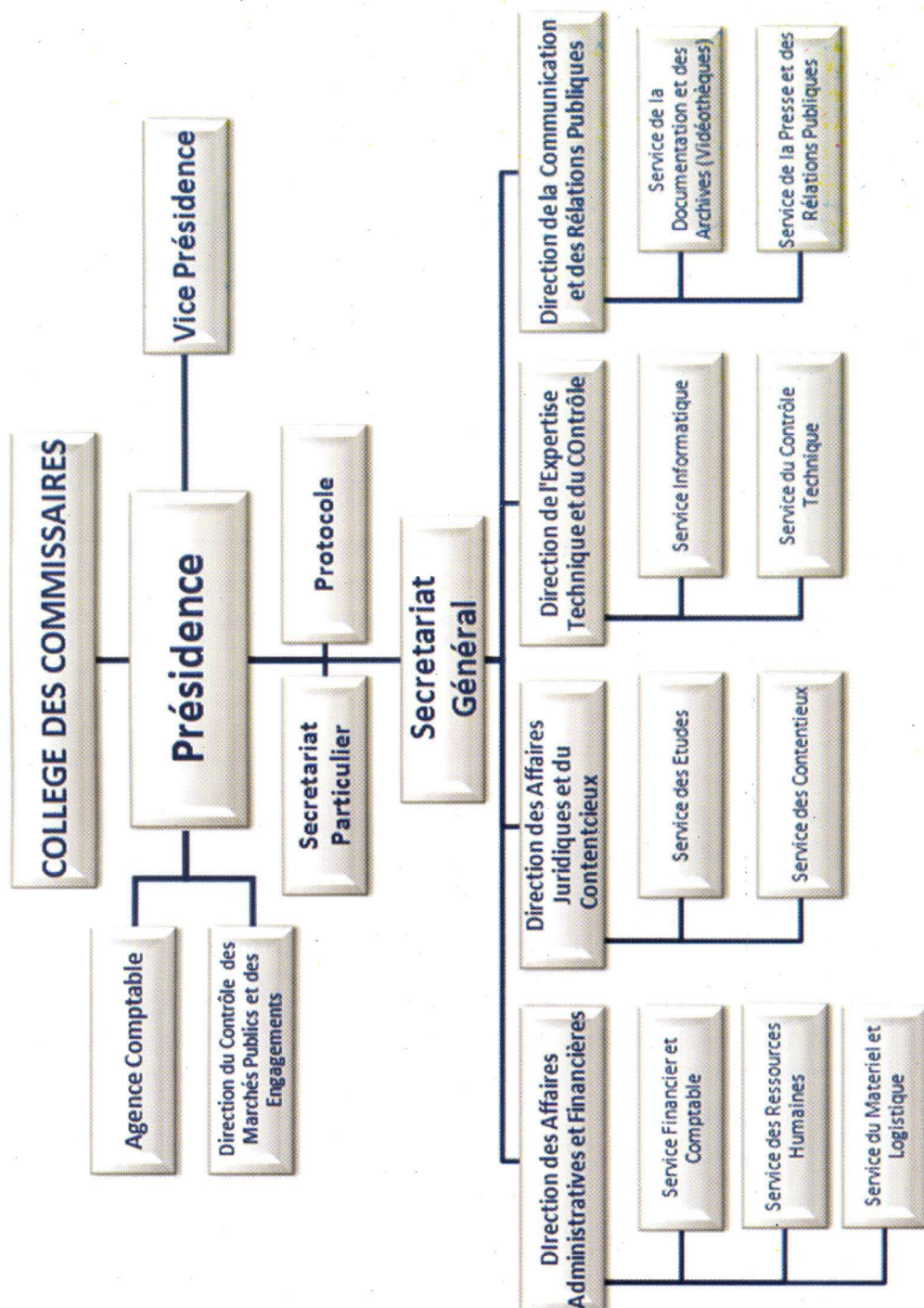
N°	DATE DE LA SESSION	Nature de la SESSION	ORDRE DU JOUR
01	10 janvier		<ul style="list-style-type: none"> Examen de la demande d'avis sur la mise en ligne du SIGASPE Divers
02	17 février		<ul style="list-style-type: none"> Examen et approbation du programme d'activités et du budget 2012 Examen et approbation du rapport de l'étude pour mesurer la compréhension et le niveau de conscientisation des jeunes burkinabé à l'égard de la protection des données personnelles et de la vie privée sur les plateformes internet et de téléphonie mobile Divers
03	06 avril		<ul style="list-style-type: none"> Examen d'une demande d'avis portant conditions de collecte de données biométriques des agents de la Fonction Publique Divers
04	11 mai		<ul style="list-style-type: none"> Examen de la demande de déclaration de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) Divers
05	18 septembre		<ul style="list-style-type: none"> Examen du rapport annuel 2011 Réaménagement budgétaire Divers
06	31 décembre		<ul style="list-style-type: none"> Examen d'une demande d'avis du MATDS relatif à l'accès à distance aux bases de données à l'identification des abonnés des opérateurs de téléphonie mobile Divers

5.2. Des réunions de cabinet

Afin d'assurer le fonctionnement quotidien de l'administration, et de préparer les sessions du collège des Commissaires, la Présidente tient avec le Secrétaire général et l'ensemble des directeurs des réunions hebdomadaires.

Ainsi quarante-deux réunions de cabinet ont été tenues de manière régulière.

5.3. Les services administratifs



5.4. gestion administrative et financière

5.4.1. La gestion administrative

L'effectif de la Commission de l'informatique et des libertés a connu une légère baisse en 2012 avec certains départs d'agents. Les effectifs se chiffrent à 39 agents en 2012 dont neuf (08) commissaires.

La situation administrative des agents se présente comme suit:

- 08 commissaires;
- 30 agents en activité;

L'effectif pourrait être renforcé au cours de l'année 2013 par le recrutement sur mesures nouvelles d'un Informaticien BAC+3, d'un(e) Secrétaire de direction, d'un(e) secrétaire et deux chauffeurs.

5.4.2. La gestion financière

La Commission de l'informatique et des libertés a reçu pour le compte de l'exercice budgétaire 2012, une dotation de trois cent soixante millions (360 000 000) de FCFA répartie comme suite:

- Titre II : Dépenses de fonctionnement : trois cent vingt deux millions deux cent seize mille (322 216 000) FCFA
- TitreV: Dépenses d'investissement : trente sept millions sept cent quatre vingt quatre mille (37 784 000) FCFA

Cette présentation du budget est faite suivant la nomenclature budgétaire des Etablissements publics de l'Etat pour des raisons de gestion.

Le personnel est directement pris en charge par le Ministère des Finances à travers la chaine de traitement de la solde.

La situation d'exécution du budget présente un niveau global d'engagement de 100%.

Les dépenses engagées non encore liquidées se chiffrent à environ vingt quatre millions quatre cent mille (24 400 000) FCFA.

5.4.3. L'avant-projet du budget 2013

La Commission de l'informatique et des libertés a présenté au titre de l'année 2013 un projet de budget qui s'élève à cinq cent quinze millions neuf cent soixante dix sept mille (515 977 000) FCFA et concerne les titres II, III, IV et V décomposé comme suit.

Titre II : Dépense de Personnel	114 269 000 FCFA
Titre III : Dépenses de fonctionnement	382 409 000 FCFA
Titre IV : Transfert courant	300 000 FCFA
Titre V : Investissement effectué par l'Etat	19 000 000 FCFA

PROGRAMME 2013

Pour l'année 2013, les activités de la Commission de l'informatique et des libertés seront centrées autour des actions majeures suivantes :



Le contrôle de l'application effective de la loi (juridique et technique) à travers :

- La réalisation de missions d'information ou de vérification auprès de structures privées comme publics détenant des bases de données importantes sur les individus ;
- Le Traitement des demandes d'avis

- Le Traitements des plaintes
- L'Elaborations de normes de simplification des traitements.

Un vaste programme de sensibilisation à l'endroit des différentes composantes de la société sur les enjeux de la protection des données à caractère personnel dont :

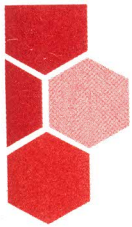
- les inspecteurs de l'enseignement secondaire
- les ONG et Associations œuvrant avec les personnes dites vulnérables
- les cabinets ou agences de recrutement
- les établissements d'enseignements professionnels (ENAM, ENAREF-END, ENSP, EINFTS)
- Les établissements secondaires et supérieurs de Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Koudougou et Ouahigouya
- la Chambre de Commerce et d'Industrie
- le Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso

La réalisation d'une étude sur la vidéosurveillance : importance et impact comportemental

La poursuite du développement des contenus multimédias en langues nationales sur la loi 010

Renforcement de la politique de communication à travers entre autres :

- la réalisation d'émission plateaux télé et radio
- la réalisation d'un documentaire bilan des cinq premières années de fonctionnement de la CIL
- L'organisation d'une journée de la protection des données



CONCLUSION

La CIL a acquis au fil des ans une expérience certaine dans l'accomplissement de sa mission. Le rôle de veille et de protection de la Commission s'est réellement affirmé cette année. Et pour preuve, l'année 2012 a été celle-là, au cours de laquelle, la Commission a fait l'objet d'un nombre record de sollicitations des pouvoirs publics à travers les demandes d'avis de traitements de données à caractère personnel. 2012 a été également l'année d'achèvement des cinq premières années de fonctionnement de la Commission, expérience inédite en Afrique. L'exercice de ce premier mandat qui a été marqué par un vaste programme de sensibilisation tout azimut, sur le droit à la protection des données personnelles, permet sereinement d'envisager un second mandat avec les principaux acteurs conscients des enjeux considérables de la protection des données personnelles, surtout à l'ère des TIC.

Enfin, pour tenir la place acquise, les recommandations suivantes (qui sont aussi celles formulées dans le précédent rapport) peuvent être faites pour plus d'efficacité dans la mission :

- la clarification du statut juridique de la commission afin de lui garantir une reconnaissance institutionnelle notamment, sa prise en compte effective dans les corps constitués et dans les distinctions honorifiques de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;
- la clarification du mode de gestion administrative notamment la gestion des carrières des agents et du mode de gestion budgétaire notamment la jouissance pleine de son autonomie de gestion ;
- L'allocation de moyens conséquents au volet formation afin de permettre à la commission d'assurer sa mission de veille technologique à elle dévolue.

**Annexe N°1 :
Tableau recapitulatif des
reunion du bureau
de l'AFAPDP**

Annexe N°1 : Tableau récapitulatif des réunions du bureau de l'AFAPDP

DATE	ORDRE DU JOUR	OBSERVATIONS
16 Janvier	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adoption du projet d'ordre du jour et du procès-verbal de la 18^{ème} réunion du Bureau de l'AFAPDP 2. Préparation de l'élection du Secrétaire général de l'AFAPDP 3. Lancement du blog de l'AFAPDP 4. Projets 2012 <ul style="list-style-type: none"> ■ Projet de plan d'action et calendrier 2012 ■ Examen des projets du premier semestre 2012 5. Autres sujets <ul style="list-style-type: none"> ■ Conférence francophone à Monaco ■ Demande d'adhésion de l'association des autorités cantonales francophones suisses ■ Prochaine réunion 	19 ^e réunion Ordre du jour adopté sans modification
5 avril	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adoption du projet d'ordre du jour et du procès-verbal de la 19^{ème} réunion du Bureau 2. Validation de l'élection de Mme Isabelle Falque-Pierrotin au Secrétariat général de l'AFAPDP 3. Présentation et discussion autour des Journées des réseaux institutionnels de la Francophonie des 13 et 14 mars 2012 <ol style="list-style-type: none"> a. Principaux thèmes abordés b. Projets de coopération avec les autres réseaux institutionnels de la Francophonie (RECEF et REFRAM) 4. Présentation et validation du plan d'action 2012 de l'AFAPDP <ol style="list-style-type: none"> a. Choix des objectifs 2012 b. Projets 2012 dont : <ol style="list-style-type: none"> c. <i>Le programme de renforcement de l'expertise</i> <ul style="list-style-type: none"> - Démarche et types de missions - Financement - Mise en œuvre d. L'organisation de la conférence annuelle et assemblée générale 2012 de l'AFAPDP <p>Autres sujets d'intérêt commun</p> <ul style="list-style-type: none"> - Choix des dates Choix des réunions e. Budget 5. 	20 ^e réunion Ordre du jour adopté sans modification

<p>Le 12 septembre</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adoption de l'ordre du jour et du procès-verbal de la 20^{ème} réunion du Bureau de l'AFAPDP 2. Suivi du plan d'action 2012 <ol style="list-style-type: none"> a. Communication sur les actions réalisées depuis avril 2012 (Annexe 1) b. Préparation de la conférence annuelle de Monaco (Annexe 2) c. Actions à mener au 4^{ème} trimestre 2012 (Annexe 3) d. Point d'information sur les négociations en cours pour inscrire la protection des données personnelles dans la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie de Kinshasa (proposé par Jean CHARTIER) e. Point d'information sur la participation de Mme Ouattara aux réunions annuelles de Monaco en novembre 2012 (proposé par Alimata OUATTARA) 3. Prochaine réunion du Bureau 	<p>21^e réunion Ordre du jour adopté avec 2 modifications</p>
<p>21 décembre</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adoption de l'ordre du jour et du procès-verbal de la 21^{ème} réunion 2. Recommandations des réunions à Monaco 3. Plan d'action pour 2013 <ul style="list-style-type: none"> - Proposition d'actions - Budget prévisionnel - Méthodologie d'adoption du plan d'action pour 2013 4. Prochaine réunion du Bureau 	<p>22^e réunion Ordre du jour adopté sans modification</p>

Annexe N°2 :
Arrêté portant organisation et
attribution de la direction des affaires
juridique et du contentieux



Visa du Contrôleur Financier

Visa n° 011/2012
[Signature]

ARRÊTÉ n°2012-003 /CIL/CAB
portant organisation et attributions de la
Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux

LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES
LIBERTES,

- Vu la Constitution ;
- Vu le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2012-122/PRES/PM du 23 février 2012 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
- Vu le décret n° 2007-283/PRES/PM/MPDH du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;

ARRETE :

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article 1 : Objet

Le présent arrêté a pour objet de préciser l'organisation et les attributions de la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC).

Article 2 : Champ d'application

En application des dispositions du décret n°283/PRES/PM/MPDH portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés, la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux est régie par les dispositions du présent arrêté.

Chapitre 2 : Composition, organisation et fonctionnement

Article 3 : Composition

La Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux comprend :

- un service des études et conseil (SEC);
- un service du contentieux (SC) ;
- un secrétariat

Article 4 : Organisation

La Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux est placée sous l'autorité d'un directeur nommé en conseil des ministres, sur proposition du Président de la Commission de l'Informatique et des Libertés.

Article 5 : Fonctionnement

Chaque service est placé sous la responsabilité d'un chef de service nommé par arrêté du Président de la Commission de l'Informatique et des Libertés sur proposition du directeur des affaires juridiques et du contentieux.

Chapitre 3 : Attributions

Article 6 : La Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux

Conformément à l'article 17 du décret n° 2007-283/PRES/PM/MPDH du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés, La Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux a pour attributions :

- a. d'étudier tous dossiers juridiques en vue de les soumettre aux sessions de la Commission ;
- b. d'étudier les demandes de création de traitements de données dans le secteur public défini à l'article 18 de la loi portant protection des données à caractère personnel ;
- c. d'étudier les déclarations simplifiées de conformité et préparer les projets de récépissé de déclaration à la signature du Président ;
- d. de préparer les avis et décisions juridiques et les soumettre aux sessions du collège des membres de la commission ;
- e. de recevoir et traiter les réclamations, pétitions et plaintes ;
- f. d'élaborer les projets de réponses aux demandes d'avis juridiques des pouvoirs publics et des juridictions ;
- g. de proposer une interprétation des dispositions de la loi portant protection des données à caractère personnel ;
- h. de suivre le règlement des litiges ;
- i. de proposer toutes mesures juridiques visant l'application de la loi sur la protection des données à caractère personnel ;
- j. de soumettre les projets de dénonciation au parquet des infractions constatées ;
- k. de suivre, en concertation avec la Direction de l'expertise technique et du contrôle, les effets de l'utilisation de l'informatique sur le droit à la protection de la vie privée, l'exercice des libertés et le fonctionnement des institutions démocratiques ;
- l. d'exécuter toute autre tâche à lui confiée conformément aux lois et règlements en vigueur au Burkina Faso.

Article 10 : Le service du contentieux

Le service du contentieux est chargé :

- de recevoir et traiter les réclamations, pétitions et plaintes ;
- de suivre le règlement des litiges ;
- de soumettre les projets de dénonciation au parquet des infractions constatées ;
- de proposer toutes mesures juridiques visant l'application de la loi sur la protection des données à caractère personnel ;
- de proposer une interprétation des dispositions de la loi sur la protection des données à caractère personnel ;
- d'exécuter toute autre tâche qui pourrait lui être confiée conformément aux lois et règlements en vigueur au Burkina Faso.

Article 11 : Les attributions communes

Le service des études et conseil et le service du contentieux sont chargés concurremment :

- de préparer les avis et décisions juridiques et les soumettre aux sessions du collège des commissaires ;
- de suivre, en concertation avec la Direction de l'expertise technique et du contrôle, les effets de l'utilisation de l'informatique sur le droit à la protection de la vie privée, l'exercice des libertés et le fonctionnement des institutions démocratiques.

Chapitre 4 : Dispositions finales

Le Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux et le Secrétaire Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 07 NOV 2012

La Présidente



Alimata OUATTARA /DAH

Chevalier de l'Ordre National



**Annexe N°3 :
Decision portant
organisation des chefs
de service**



Visa du Contrôleur Financier

Visa n° 0123
005

DÉCISION n°2012-005/CIL/CAB/

Portant nomination des Chefs de service

08 NOV 2012

LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

- Vu la Constitution ;
- Vu le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2012-122/PRES/PM du 23 février 2012 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2012-588/PRES/PM/SGG-CM du 12 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;
- Vu le décret n° 2007-283/PRES/PM/MPDH du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
- Vu le décret n° 2007-757/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination des membres de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
- Vu le décret n°2008-124/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 07 mars 2008 portant rectificatif du décret 2007-758/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination des membres de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;
- Vu l'arrêté n°2011-1200/MFPTSS/SG/CAB du 12 octobre 2011 portant liste des actes de gestion des agents de la fonction publique dévolus aux Présidents d'institutions et aux Ministres ;
- Vu l'arrêté n°2012-003/CIL/CAB du 07 novembre 2012 portant organisation de la Direction des affaires juridiques et du contentieux,

Sur proposition du Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux,

DÉCIDE :

Article 1 : **Monsieur OUIMINGA Moumouni Krisliamba**, juriste, matricule 207 569 A, est nommé Chef de Service du contentieux (SC).

Article 2 : **Monsieur DIALLA Ousséni**, juriste, matricule 215 114 F, est nommé Chef de Service des Études et Conseils (SEC).

X Article 3 : **Madame MALGOUBRI/DEME Monique**, matricule 230 126 S, secrétaire, chargée conjointement du secrétariat de la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), et de la Direction de l'Expertise Technique et du Contrôle (DETC), est nommée chef du Secrétariat.

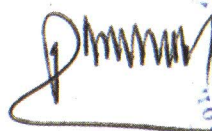
Article 4 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 08 NOV 2012

Ampliations :

- CAB/CIL
- SG
- Toute direction
- Service du personnel
- Dossier du personnel
- Intéressés

La Présidente



Alimata OUATTARA /DAH

Chevalier de l'Ordre National



Annexe N°4: Quelques avis

LETTRE N° 2012/0550/CIL/CAB EN REPONSE A UNE DEMANDE DE CONSEILS DE C.B.I

Monsieur le Président Directeur Général,

Faisant suite à votre lettre sollicitant l'avis de la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) en vue de convoquer par voie de presse vos clients débiteurs, dont les adresses sont erronées ou inexactes, j'ai l'honneur de vous faire tenir ce qui suit :

1) Des cas d'homonymie

- la publication par voie de presse d'un communiqué mentionnant l'identité, l'adresse et les références des cartes nationale d'identité d'une personne pourrait prêter à confusion du fait des cas d'homonymie assez répandus dans notre pays et entraîner de ce fait des risques d'atteinte à l'honneur, la réputation et à la considération des personnes non concernées.

2) Des personnes concernées,

L'article 30 de la loi n°058-2008/AN portant réglementation bancaire dispose, « *Les personnes qui concourent à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement des établissements de crédit, sont tenues au secret professionnel, sous réserve des dispositions de l'article 53, dernier alinéa* ». Aux termes de l'article 53, seules la Commission bancaire, la Banque centrale, l'autorité judiciaire peuvent se voir communiquer de telles informations d'ordre personnel ;

3) De ce qui précède,

- la CIL estime qu'un communiqué rédigé en des termes généraux sans mentionner les données personnelles des intéressés serait le moyen le plus conforme à la loi n°010-2004/AN portant protection des données à caractère personnelle. Exemple : **«Coris Bank International invite les clients ayant contracté un crédit pendant la période allant de ... à ... à prendre attache avec l'agence la plus proche pour affaire les concernant.»**

4) la CIL invite Coris Bank International à se conformer aux procédures de recouvrement de créances prévues par les lois et règlements en la matière ;

5) la CIL invite Coris Bank International à déclarer ses fichiers de traitement de données personnelles conformément aux prescriptions de l'article 19 de la loi n°010-2004/AN.

Saluant votre attachement au respect de la loi, veuillez agréer, **Monsieur le Président Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.**

Délibération des Commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés en sa session extraordinaire du 10 janvier 2012 relative à la demande d'avis sur la mise en ligne du SIGASPE par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale(MFPTSS).

Avis N°2012-001/CIL du 10 janvier 2012 relatif à la demande de mise en ligne du SIGASPE, introduite par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (MFPTSS).

La Commission de l'Informatique et des Libertés,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n°2011-237/PRES du 21 avril 2011 portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n°2011-329/PRES/PM/SGGCM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel ;

Vu le décret n°2007-283 du 18 mai 2007 portant organisation et fonctionnement de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;

Vu le décret n°2008-124/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 07 mars 2008 portant rectificatif du décret 2007-758/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination du Président de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;

Vu le décret n°2007-757/PRES/PM/MPDH/MEF/MJ/MPTIC du 19 novembre 2007 portant nomination des membres de la Commission de l'Informatique et des Libertés ;

Vu la demande d'avis N°2011-885/MFPTSS/CAB/SPMA du 30 décembre 2011 du Ministère de la Fonction Publique du Travail, et de la Sécurité Sociale relative à la mise en ligne du SIGASPE, après analyse du dossier ;

Après analyse de la note d'étude réalisée par les services techniques, le collège des commissaires a procédé à la délibération.

I. De la note d'étude

Dans le cadre de la dynamisation du Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE), le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (MFPTSS) projette développer une application web accessible depuis Internet et qui permettra aux fonctionnaires de consulter en ligne leur situation administrative (affectation, carrière, historique des dossiers en cours de traitements) et salariale.

L'accès au SIGASPE, pendant longtemps exploité dans le cadre de l'intranet de l'administration, était réservé aux services des ressources humaines pour accéder aux informations de la base de données et tout agent public devait saisir ces services qui consultaient et lui communiquaient les informations sur sa situation administrative et salariale.

L'application (SIGASPE) connaît aujourd'hui une évolution notoire par le développement d'une couche web permettant, sous certaines conditions, une exploitation par le biais de l'Internet donc par un accès distant, en dehors de l'intranet de l'administration.

L'accès se fait sur une réplique de la base principale sans risque véritable d'altération ou de destruction des données originelles.

Partant donc du principe du projet tel que libellé et des renseignements fournis dans le dossier de demande d'avis, il conviendrait de faire ressortir les dispositions pertinentes en matière de protection des données personnelles de façon générale (I), les risques que peut présenter un tel projet relativement à la protection des données personnelles (II) et émettre les recommandations nécessaires (III).

1. OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

On note que le MFPTSS est une entité publique (relevant de l'Etat), et à ce titre, pour tout projet de mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel, doit introduire une demande d'avis auprès de la CIL (article 18), demande dont le contenu est donné à l'article 42 de la loi 010.

Après examen de la fiche de déclaration jointe au dossier de la demande d'avis, les constats suivants peuvent être faits :

- 1) le déclarant est identifié ;
- 2) le service chargé de la mise en œuvre est identifié ;
- 3) la finalité, l'objectif et le nom du logiciel sont précisés ;
- 4) le service chargé du droit d'accès direct est identifié. Cependant il convient de désigner un service autre que le secrétariat général ;
- 5) aucun rapprochement, interconnexion ou cession de données ne sont envisagés ;
- 6) aucun transfert d'informations hors du Burkina Faso n'est envisagé ;
- 7) les fonctions de l'application sont identifiées ;

- 8) les mesures de protection et de sécurité sont déclarées existantes (sous réserve du contrôle par la CIL) ;
- 9) les catégories de données traitées sont précisées ; cependant la catégorie de destinataire précisée n'est pas exacte. « Est destinataires, toute personne physique ou morale, publique ou privée, autre que la personne concernée, habilitée à recevoir communication de ces données ». De ce point de vue, les destinataires peuvent être pour votre projet, les agents des ressources humaines du MFPTSS, les agents habilités du Ministère de l'économie et des finances, etc.
- 10) les mesures prises pour informer les personnes concernées de leurs droits ainsi que les moyens permettant d'exercer les droits d'accès identifiés.

2. DES RISQUES POUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Au regard du niveau de développement actuel des TIC dans notre pays, il convient d'attirer l'attention des responsables du traitement « SIGASPE en ligne », que la mise en œuvre d'une telle plateforme « ouverte », peut engendrer des risques pour la protection des données personnelles des fonctionnaires, utilisateurs de l'application. Parmi ces risques on peut citer notamment :

1. les risques d'usurpation des données personnelles (fiches individuelles) des agents liés à l'utilisation par ces derniers d'ordinateurs non sécurisés et dont ils n'ont aucun contrôle, pour accéder au SIGASPE en ligne (ex: les ordinateurs des cybercafés, etc.) ;
2. les risques d'atteinte à la réputation des fonctionnaires dont les données usurpées viendraient à être diffusés à leur insu dans la presse ou d'autres supports de communication.

Ces risques existent au regard du contexte Burkinabè où :

- la faible pénétration de l'ordinateur dans les foyers fait que la grande majorité des Burkinabè (fonctionnaires compris), notamment ceux des zones reculées ont généralement recours aux ordinateurs des centres d'accès communautaires (cybercafés, centre multimédia, points d'accès public à Internet...) pour accéder à Internet ;
- par manque de moyens et de compétences techniques, très peu de cybercafés ont configuré leurs systèmes informatiques et installé sur leurs ordinateurs des outils de sécurité de manière à ce que des pirates ne puissent pas installer à leur insu des logiciels malveillants tels que les logiciels espions (Cf. étude CIL sur la vérification des conditions d'accès, de la sécurité des systèmes informatiques des cybercafés et des autres centres d'accès communautaires à Internet du Burkina Faso réalisée du 3 au 14 Mai 2010).

D'autres risques non moins importants à relever :

- les plaintes éventuelles, en cascade contre le responsable de traitement par les fonctionnaires qui seront victimes d'usurpation de leurs données personnelles;
- les risques de non fiabilité du site qui peut entraîner rapidement son abandon par les utilisateurs.

3. DU RESPECT DES PRINCIPES

Il convient également, d'attirer l'attention des responsables du traitement envisagé sur les principes suivants :

- 1) Le respect des principes de sécurité et de confidentialité des données (article 15)

Il est important de protéger l'application contre les atteintes aux systèmes (intrusion, modification, introduction de fausses données, entrave au fonctionnement). Les risques de fuites et d'atteintes à l'intégrité des données sont réels. Ces atteintes peuvent être accidentelles ou malintentionnées. Il est essentiel de prendre des mesures de sécurité pour protéger les données. Ces mesures de sécurité sont de deux ordres : des mesures organisationnelles (utiliser des mots de passe, fermer les locaux où sont localisés les ordinateurs et les fichiers, etc.) et des mesures techniques (installations de logiciels appropriés).

- 2) Le principe du respect des droits des personnes :

- droit à l'information (article 13);
- droit d'accès (article 17);
- droit de rectification (article 17).

- 3) Le principe de proportionnalité (article 14)

Le responsable du traitement doit veiller à ce que les données mises en ligne soient proportionnelles au besoin d'information de l'agent.

Si la protection des données personnelles recommande l'observation d'un certain nombre de principes, alors il convient de relever les risques d'une telle opération.

4. RECOMMANDATIONS

Afin de garantir la sécurité des données personnelles des fonctionnaires qui vont utiliser la plateforme web du SIGASPE, la CIL recommande :

- a) Au plan technique

- D'accompagner la mise en œuvre du système par des actions de sensibilisation des utilisateurs sur les précautions élémentaires à prendre pour protéger au mieux leurs données personnelles afin d'éviter qu'elles ne soient usurpées par des pirates qui peuvent exploiter les ordinateurs non sécurisés pour consulter leurs dossiers individuels;

- De mener une réflexion pour la mise en place de points d'accès sécurisés dans

des lieux publics de l'administration, destinés aux fonctionnaires pour la consultation de leurs dossiers. La sécurité des ordinateurs de ces points étant directement gérée par le MFPTSS ;

- D'identifier et de communiquer aux utilisateurs de la plateforme les canaux les mieux sécurisés pour la consultation en ligne de leurs dossiers. Ex : Internet mobile, ordinateurs personnels, etc.

- De façon générale, sécuriser l'infrastructure contre toutes formes d'intrusions ou attaques (internes comme externes) afin de préserver l'intégrité de la base de données.

b) Au plan juridique

En considération de la nature du traitement, objet du présent avis (pour le compte du secteur public), et au regard de la spécificité du traitement projeté (mise en ligne du SIGASPE avec possibilité de consultation à distance), les services techniques recommandent aux commissaires la prise des mesures suivantes :

- le projet de mise en ligne doit satisfaire aux prescriptions de l'article 18, c'est-à-dire une demande d'avis auprès de la CIL avant sa mise en œuvre effective par décret dont l'article 43 loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel en donne les éléments ;

- le SIGASPE étant un système de traitement automatisé de données créé avant l'adoption de la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, le MFPTSS doit se conformer aux dispositions de l'article 59 en procédant à une déclaration. En effet, cet article dispose que : « A titre transitoire, les traitements de données régis par l'article 18 ci-dessus et déjà créés, ne sont soumis qu'à une déclaration auprès de la Commission dans les conditions prévues à l'article 42... » ;

- l'initiation d'une mission d'information pour comprendre l'organisation et le fonctionnement du SIGASPE.

II. Délibération

Après échanges et observations, sur délibération, les Commissaires de la Commission de l'Informatique et des Libertés, réunis en session extraordinaire le 10 Janvier 2012 (liste de présence en annexe) émettent l'avis suivant :

ARTICLE 1:

Afin de garantir la sécurité et la confidentialité des données personnelles des fonctionnaires qui vont utiliser la plateforme web du SIGASPE :

□ L'accompagnement de la mise en œuvre du traitement par des actions de sensibilisation des utilisateurs sur les précautions élémentaires à prendre pour protéger au mieux leurs données personnelles afin qu'elles ne soient usurpées par des personnes malveillantes qui peuvent exploiter les ordinateurs non sécurisés, utilisés pour la consultation des dossiers individuels.

- La réflexion sur la mise en place de points d'accès sécurisés dans des lieux publics de l'administration, destinés aux fonctionnaires pour la consultation de leurs dossiers. La sécurité des ordinateurs de ces points étant directement gérée par le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (MFTSS).

- L'identification et la communication aux utilisateurs de la plateforme, des canaux les mieux sécurisés pour la consultation en ligne de leurs dossiers. Ex : Internet mobile, ordinateurs personnels, etc.

D'une façon générale, le Ministère devrait s'atteler à sécuriser son infrastructure contre toutes formes d'intrusions ou attaques (internes comme externes) afin de préserver l'intégrité de la base de données.

ARTICLE 2:

En considération de la nature du traitement qui doit être mise œuvre (pour le compte du secteur public) et au regard de sa spécificité (mise en ligne du SIGASPE avec possibilité de consultation à distance), les mesures suivantes s'imposent :

- Tous les traitements mis en œuvre par le MFPTSS, dans le cadre du SIGASPE avant l'adoption de la loi n°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel, doivent se conformer aux dispositions de l'article 59 par leur déclaration à la Commission de l'informatique et des libertés.

- Quant au projet de mise en ligne, il doit satisfaire aux prescriptions de l'article 18, à savoir, obtenir l'avis favorable de la Commission de l'informatique et des libertés avant la mise en œuvre effective par décret dont l'article 43 en donne les éléments.

ARTICLE 3:

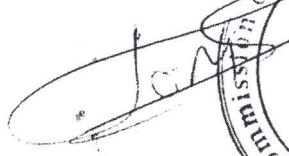
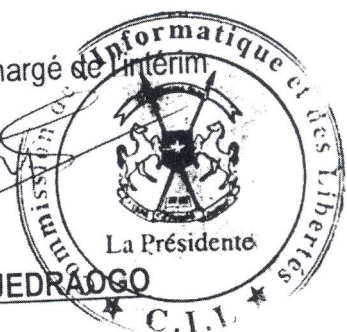
Le MFPTSS doit, sans délai, procéder à la déclaration de tous les autres traitements mis en œuvre dans le cadre du SIGASPE à la CIL.

ARTICLE 4:

La Commission de l'informatique et des libertés donne son avis favorable pour la mise en œuvre du traitement notamment la mise en ligne du SIGASPE, sous réserve du respect de toutes les observations et recommandations formulées dans la présente délibération.

Pour la Présidente,

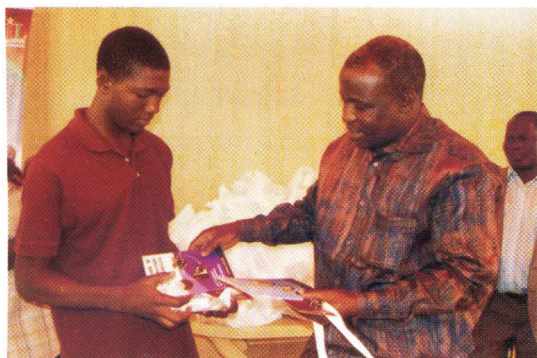
Le Vice-Président Chargé de l'interim



Mahamoudou OUEDRAOGO
Commandeur de l'Ordre National

La CIL en image



L'ANNÉE 2012 EN IMAGES



*Journées portes ouvertes;
remise de prix aux l'aureat
des jeux radiophonique*



*JPO :
Assistance lors de la
conférence publique*



*JPO :
Coup d'envoi du
cross populaire*



*Séminaire de
Formation des inspecteurs de
l'enseignement secondaire : remise
de CD aux responsables du ministère
de l'enseignement secondaire*



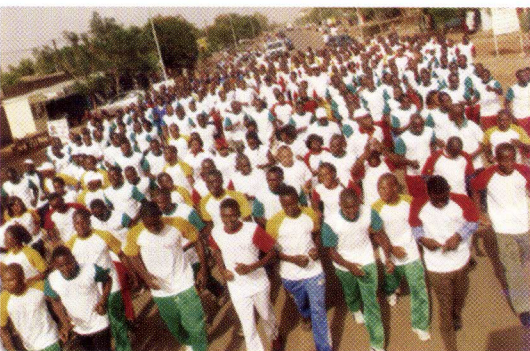
*Séminaire de
formation des inspecteurs
de l'enseignement secondaire
à Bobo-Dioulasso*



*JPO :
Photo de famille des lauréats
avec les responsables de la CIL*



*Journées portes ouvertes
de la CIL*



*JPO :
Cross populaire*